

Unité départementale de l'Oise
ZA La Vatine
283 rue de Clermont
60000 Beauvais

Lille, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

URANIE INTERNATIONAL SAS

Rue du Général de Gaulle
BP 40325
60880 Le Meux

Références : 02/10/2024
Code AIOT : 0005101337

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement URANIE INTERNATIONAL SAS implanté Rue du Général de Gaulle BP 40325 60880 Le Meux. L'inspection a été annoncée le 29/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

De par son statut "Seveso" Seuil Bas, l'établissement doit faire l'objet d'une inspection au moins tous les 3 ans.

L'objectif principal de l'inspection était de vérifier la mise en oeuvre des obligations sur la tenue d'un état des stocks (modifications réglementaires introduites par retour d'expérience de l'accident de Rouen en 2019) et de vérifier par la même occasion le classement des activités au regard des règles de classification du règlement CLP applicables pour les mélanges depuis le 01/06/2015.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URANIE INTERNATIONAL SAS
- Rue du Général de Gaulle BP 40325 60880 Le Meux
- Code AIOT : 0005101337
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Depuis plus de 30 ans, URANIE International produit des barres chromées dont la qualité permet d'assurer la fiabilité et la tenue à la corrosion. Les barres en acier chromé sont principalement destinées à la fabrication de tiges de pistons de vérins hydrauliques et pneumatiques. Ces vérins sont utilisés dans les chariots élévateurs, les poids lourds et sur des machines industrielles. Le fonctionnement du site de Le Meux est réglementé par l'arrêté préfectoral du 29/11/2016. Il est soumis à autorisation avec un statut "SEVESO" seuil bas pour la rubrique 4511-1, dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 2, la quantité de produits de cette catégorie susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 tonnes.

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 1.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Classement des ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 5.1.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	État des matières stockées – Généralités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
8	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois
9	État des matières stockées – Mise à jour	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	État des matières stockées –	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	dispositions spécifiques pour les autorités		
5	État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet
6	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
7	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
10	Modalités de stockage des matières dangereuses	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.1.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater la mise en place de dispositions visant à répondre à l'obligation de disposer d'un état des stocks. Ces dispositions doivent cependant être améliorées (voir actions correctives demandées sous 1 mois).

Par ailleurs, le point réalisé sur la situation administrative du site (liste des installations classées exploitées) montre des évolutions liées soit au mode d'exploitation de l'établissement (déchets), soit à des évolutions de classification de produits (entrée en vigueur du règlement CLP depuis le 01/06/2015).

Il a donc été demandé à l'exploitant de fournir sous 1 mois les justificatifs nécessaires, en particulier ceux relatifs à la composition et la classification en résultant des bains de traitement de surface.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 1.2.1.
Thème(s) : Situation administrative, ICPE

Prescription contrôlée :

Installations dont l'exploitation est autorisée

Rubriques	Désignation de l'activité	Caractéristiques de l'installation	Classement
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 2. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t.	<p>Bains de chromage d'environ 304,5 tonnes(*) à 23,1 % d'acide chromique.</p> <p>(*) SEVESO seuil bas à partir de 200 tonnes</p> <p>Détail des bains de chromage :</p> <p>Uranie 1 : 2 x 19000 litres</p> <p>Uranie 2 : 3 x 19800 litres</p> <p>Uranie 3 : 3 x 24900 litres</p> <p>Poids de bain à 300 g/l et D = 1,210 ---> 208,241 t</p> <p>Uranie 5 (objet de la régularisation) :</p> <p>- chromage : 4 x 18000 litres ;</p> <p>Poids de bain à 300 g/l et D = 1,210 ---> 87,12 t</p> <p>- cuve d'attaque anodique : 8200 litres</p> <p>Poids de bain à 150 g/l et D = 1,105 ---> 9,06 t</p>	A (Seuil bas)
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque	<p>Volume total de traitement et de nettoyage : $252,1 \text{ m}^3 + 60,4 \text{ m}^3 = \mathbf{312,5 \text{ m}^3}$</p> <p>Détail des bains de</p>	A

	<p>polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage - dégraissage visé par la rubrique 2563.</p> <p>2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant :</p> <p>a) supérieur à 1500 l</p>	<p>Détail des bains de traitement de surface (*) :</p> <p>Uranie 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve de nettoyage ultrasons : 10 m³, - 2 cuves de chromage : 2 x 19 m³, - 2 cuves de rinçage mort : 2 x 5,75 m³. <p>Uranie 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve de nettoyage ultrasons : 19,8 m³, - 3 cuves de chromage : 3 x 19,8 m³, - 2 cuves de rinçage mort : 2 x 11,95 m³. <p>Uranie 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve de nettoyage ultrasons : 15 m³, - 3 cuves de chromage : 3 x 24,9 m³, - 2 cuves de rinçage mort : 2 x 8,3 m³. <p>Uranie 5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve de nettoyage ultrasons : 15,6 m³, - 4 cuves de chromage : 4 x 18 m³, - 1 cuve d'attaque anodique : 8,2 m³, - 2 cuves de rinçage mort : 2 x 8,3 m³. <p>(*) Les volumes de rinçages morts ne sont pas à prendre en compte dans le décompte du volume total (cf. circulaire du 30/11/2007).</p>	
3260	Traitement de	Volume total de	A

	<p>surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 mètres cube.</p>	<p>traitement : 252,1 m³</p> <p>Détail des bains de traitement de surface (*) :</p> <p>Uranie 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 cuves de chromage : 2 x 19 m³ <p>Uranie 2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 cuves de chromage : 3 x 19,8 m³ <p>Uranie 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 cuves de chromage : 3 x 24,9 m³ <p>Uranie 5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 cuves de chromage : 4 x 18 m³ - 1 cuve d'attaque anodique : 8,2 m³ 	
4110	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieure ou égale à 1 t</p>	<p>Stockage de trioxyde de chrome 4,9 t (*) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2,9 tonnes dans l'atelier U2 - 2 tonnes dans l'atelier U5. <p>(*) SEVESO seuil bas à partir de 5 tonnes</p>	A
1530	<p>Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt</p>	<p>Stockage dans les ateliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tubes carton : 100 m³ (0,65t) - laizes papier : 10 m³ (5t), 	NC

	conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m ³ .	(5t), - palettes bois : 5 m ³ (0,5t) Volume total : 115 m³	
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 100 m ³	Stockage de granulés de polypropylène pour extrusion : 1 m³	NC
4310	Gaz inflammables Catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 1 t	Propane 20 bouteilles de 13 kg, 5 bouteilles de 35 kg. Trétrène : 3 bouteilles de 35 kg	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t	Quantité estimée inférieure à 1 tonne	NC

4725	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t	Stockage de 7 bouteilles de 7 kg soit 49 kg	NC

Constats :

Les caractéristiques des lignes de traitement de surface Uranie 1, 2, 3 et 5 correspondent à celles autorisées par l'arrêté préfectoral (volume et composition).

Cependant, la classification des bains (toxicité, écotoxicité) ayant été réalisée avant entrée en vigueur de la nouvelle réglementation (règlement CLP entré en vigueur le 01/06/2015 pour les mélanges), une mise à jour de l'évaluation de la classification selon les nouveaux critères a été demandée à l'exploitant.

Le jour de l'inspection, la quantité de produit toxique présente (rubrique 4110) était inférieure à celle autorisée. Cependant, les informations données par la fiche de données de sécurité sur cette substance amènent à un classement en rubrique 4120-2 et non 4110. Le détail de cette information est disponible en annexe confidentielle.

S'agissant d'une modification de la classification du produit, l'exploitant bénéficie du principe des droits acquis (art. L513-1 du code de l'environnement). L'arrêté préfectoral pourra être modifié ultérieurement sans démarche particulière de l'exploitant.

A noter que le stockage de polymères (rubrique 2662 - activité non classée) n'est plus d'actualité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

L'exploitant fournira sous 1 mois à l'inspection des installations classées :

- l'actualisation de la classification des bains de chromage (l'exploitant a évoqué lors de l'inspection une note de classification élaborée par l'INERIS) tenant compte des dispositions du règlement CLP applicables depuis le 01/06/2015 ;
- un état des lieux des rubriques de la nomenclature désormais applicables à son établissement compte tenu de l'arrêt/la modification de certaines ICPE (polymères, déchets réellement présents (cf point de contrôle suivant spécifique aux déchets)) et de l'évolution de classification de certains produits (produit toxique notamment).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Classement des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 5.1.7.
Thème(s) : Situation administrative, Déchets
Prescription contrôlée : La quantité totale de déchets dangereux présents sur le site n'excède pas 606 tonnes dans les proportions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - Tonnage chromique 488 t ; - Tonnage des boues de rectification 12 t ; - Tonnage des huiles solubles 72 t ; - Tonnage des emballages souillés 10 t ; - Tonnage d'huile entière 23 t.
Constats : Les quantités de déchets présentes sur site le jour de l'inspection sont très inférieures à celles autorisées (de l'ordre de quelques tonnes). A noter que les déchets chromiques (représentant une quantité inférieure à la tonne le jour de l'inspection) ne présentent que des risques corrosifs selon l'évaluation faite par l'exploitant et l'étiquetage indiqué sur les emballages. Il serait utile de procéder à une évaluation des tonnages de déchets réellement susceptibles d'être stockés afin de mettre à jour l'arrêté préfectoral sur ce point.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°2 : L'exploitant fournira d'ici un mois une réévaluation des quantités de déchets susceptibles d'être réellement stockés, en lien avec la demande n°1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : État des matières stockées – Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a édité un état des stocks. Cet état reprend uniquement le stockage d'acide chromique. Les matières combustibles étant présentes en quantités très inférieures aux seuils de déclaration, elles ne sont pas reprises dans l'état des stocks. Même si le ministère indique tolérer cette position, il serait utile, compte tenu du statut Seveso de l'établissement, que l'état des stocks soit complété par les quantités présentes de palettes, de

cartons, de bouteilles de gaz et de déchets dangereux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°3 : il est demandé à l'exploitant de compléter l'état des stocks par les données relatives aux palettes, cartons, bouteilles de gaz et déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour les autorités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks pour les autorités
Prescription contrôlée : <p>1. [...] cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p>
Constats : <p>L'état des stocks fourni reprend bien les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la famille de produit, • les mentions de dangers, • le conditionnement, • les quantités présentes, • la localisation (avec référence au plan).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des matières stockées – dispositions spécifiques pour la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks synthétique pour information de la population
Prescription contrôlée : <p>2. [...] un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de</p>

stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Compte tenu du très faible nombre de produits à même de figurer dans l'état des stocks, cet état tel que présenté par l'exploitant le jour de l'inspection apparaît répondre aux exigences ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.
Constats : L'exploitant a été en mesure de fournir les fiches de données de sécurité (FDS) spécifiques aux produits constituant les bains de chromage. Ces fiches sont récentes (2023). Des informations plus détaillées sur les produits et leurs caractéristiques sont reprises en annexe confidentielle. Les mises à jour des fiches sont transmises automatiquement par le fabricant à l'utilisateur (Uranie en l'occurrence) lors des mises à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 49)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Prescription contrôlée : Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'état des stocks est accessible informatiquement dans les bureaux de l'entreprise situés à l'entrée du site. Ces locaux sont dissociés des locaux de production et l'information apparaît donc accessible y compris si un sinistre est en cours dans l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks (art. 50)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents
Prescription contrôlée : 1. [...] Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.
Constats : La localisation des produits dangereux est précisée dans le POI et est donc connue des différents services de l'Etat qui en sont destinataires. Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à compléter le POI par l'information sur les modalités d'accès à l'état des stocks.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Demande n°4 : Compléter sous un mois le POI par les modalités d'accès à l'état des stocks et transmettre cette mise à jour aux services ayant à en connaître.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : État des matières stockées – Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
Prescription contrôlée : [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'exploitant a indiqué mettre à jour l'état des stocks au fur et à mesure de l'utilisation des produits dangereux (produit toxique en l'occurrence). Cet état des stocks indique la localisation des produits (magasin, allée, travée) et la zone du plan, ce plan étant repris dans le POI de l'établissement. L'inspection a permis de constater que les quantités de produit toxique stockées sur site correspondaient bien aux quantités reprises dans l'état des stocks fourni en début d'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué procéder à un recalage par inventaire physique une fois par mois (inventaire réalisé non seulement sur cet état des stocks de produits dangereux mais aussi sur tout le matériel nécessaire à la maintenance notamment).
Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à compléter le POI par l'information sur les modalités d'accès à l'état des stocks (cf point de contrôle précédent).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 (identique à celle du point de contrôle précédent) :

Compléter sous un mois le POI par les modalités d'accès à l'état des stocks et transmettre cette mise à jour aux services ayant à en connaître.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Modalités de stockage des matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 8.1.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de stockage

Prescription contrôlée :

Les réserves de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.

Constats :

Les réserves de produits sont stockées dans des armoires sécurisées (armoires fermées à clé avec accès limité à cette clé), coupe feu 1h30, dans un des locaux de production et à l'abri de l'humidité.

Le produit est désormais stocké en solution dans des bidons hermétiquement fermés. La prescription ci-dessus apparaît devoir être adaptée sur l'aspect "ventilation" et pourra être revue à l'occasion d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite